

UNITÉ SYNDICALE DANS LE SUD-OUEST...

Quelques militants syndicalistes, appartenant à différentes centrales, se sont réunis, et après avoir longuement discuté, échangé leurs opinions, sont arrivés aux conclusions suivantes, qu'ils proposent à la discussion de tous les militants, de tous les travailleurs.

La classe ouvrière, même si elle n'en est pas totalement consciente, a subi une sévère défaite au cours des derniers mois. Les événements qui se sont déroulés depuis le 13 mai sont trop connus de tous pour que nous nous attardions à les rappeler.

Incapable de régler ses propres contradictions dans le cadre du régime parlementaire traditionnel, la classe possédante a préféré s'en remettre à un pouvoir fort. La passivité, l'indifférence, la complicité même, pour une part, de la classe ouvrière, ont permis à la droite de s'imposer, sans trop d'inquiétude sur l'éventualité d'une contre-offensive immédiate.

Cette faiblesse de la classe ouvrière a pour origine des causes diverses, que nous essaierons de résumer.

Trop souvent, les luttes économiques ont été détournées de leurs objectifs, au profit des intérêts particuliers des partis, ce qui ne correspond pas toujours, loin s'en faut, aux intérêts des travailleurs.

A des périodes différentes, les directions politisées des syndicats tentaient d'entraîner le prolétariat à l'action, ou au contraire le freinait, suivant que leurs amis politiques étaient ou n'étaient pas dans l'opposition des gouvernements en place.

Ces situations entraînent fatalement la division sur le plan syndical, et par là-même une désaffection profonde des travailleurs vis-à-vis de leurs centrales.

Ce morcellement nuit également au syndicalisme pour qui pose clairement devant les travailleurs, le problème de la paix ou de la guerre.

Nous affirmons que l'authentique esprit syndicaliste fait un devoir impérieux de condamner sans appel toutes les guerres, car elles violent la dignité de l'homme, et sont en définitive toujours payées par les travailleurs, quel soit soit la couleur de leur peau.

D'autre part, il nous paraît utile de soulever un problème presque toujours passé sous silence, mais qui, à notre avis est une des causes essentielle de la division ouvrière.

Le développement à outrance des revendications catégorielles; la multiplication des différents salaires - l'infinie variété des catégories -, dans une même profession, dans une même usine, puis d'usine en usine, de région à région, d'industrie à industrie, la diversité des conventions collectives, des contrats, des statuts, font que l'esprit de solidarité de classe s'est progressivement détérioré au cours des dernières années.

POUR EN SORTIR:

Nous pensons que deux tâches doivent être menées parallèlement et avec autant de vigueur l'une que l'autre:

1- Défendre, améliorer nos conditions de travail, les avantages acquis, nos libertés, la paix. Relancer fermement les actions revendicatives, les coordonner, en ayant toujours présent à l'esprit qu'il faut les généraliser pour qu'elles aboutissent. Car ce n'est que par une action générale que les travailleurs, s'ils le désirent, renverseront la situation en leur faveur, en même temps qu'ils créeront les conditions leur permettant d'imposer les transformations des structures économiques de la société.

D'autre part, les actions généralisées limitent les possibilités de répression de la part de l'Etat.

Un mouvement général a beaucoup plus de chances d'aboutir que des actions partielles, ce qui demande, de la part de nos syndicats, le maximum d'efforts pour unifier les revendications ouvrières.

Cela nous amène à affirmer que les principes définis par la Charte d'Amiens au congrès confédéral de 1906 sont toujours d'actualité.

PREPARER DES AUJOURD'HUI L'AVENIR:

Il est indispensable qu'existe un mouvement syndical puissant, audacieux et réaliste, révolutionnaire et constructif, qui soit capable de s'opposer à toutes les aventures dictatoriales, à tous les «sauveurs suprêmes», d'où qu'ils viennent - et qui sache poser la candidature des travailleurs pour l'organisation de la production et de la consommation.

La réalisation d'un tel mouvement exige que soient respectés des principes fondamentaux, ainsi que les ont défini les signataires de l'appel «pour un Mouvement Syndical et Démocratique», en décembre 1957.

Ont signé cette déclaration, à titre personnel : J. SALAMERO, P. LAMAZOUADE, G. CAVY et RIBOULET, délégués C.G.T.; J. LAMBERT et MAURIER délégués C.G.T.-F.O.; DEL-CAMPO et TRIBOY, militants C.F.T.C.
